

22 AVRIL 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DU SOMMET SUR LE CLIMAT

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

Monsieur le Président des Etats-Unis, cher Joe Biden, merci avant toute chose de nous avoir réunis aujourd'hui. Je veux saluer l'annonce de la contribution américaine. C'est un choix historique sur le chemin qui nous mène vers Glasgow.

Je veux saisir cette occasion pour saluer aussi votre décision de rejoindre l'amendement de Kigali pour la réduction des gaz HFC. Il y a quelques jours avec Mme la Chancelière Merkel, nous nous sommes entretenus avec le Président Xi Jinping qui s'est engagé aussi en ce sens. Il conviendra aussi que tous ensemble nous engagions le combat pour réduire les émissions de méthane. Nous avançons.

Un seul objectif dans les prochaines semaines et les prochains mois : accélérer.

Accélérer sur la mise en oeuvre des engagements de l'horizon 2030. Un plan d'action qui soit précis, mesurable, vérifiable. Au fond 2030 est le nouveau 2050. C'est ce plan que l'Union européenne a mis sur la table en décembre, traduite dans une loi climat européenne, avec le Green Deal pour lui donner corps.

A nous donc maintenant de mobiliser tous les leviers dont nous disposons : l'innovation, la transformation, la régulation.

– Accélérons nos coopérations sur les innovations et les technologies de rupture qui permettront de relever le défi et faire baisser les coûts, comme nous avons su le faire sur le solaire ou les batteries. Ce sera au coeur de l'action européenne précisément ces prochains mois.

– Deuxième levier, il nous faut transformer en profondeur notre système financier. Nous l'avons engagé. Avec le Network for Greening the Financial System (NGFS), que la FED vient de rejoindre et je m'en félicite. Avec la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), nous avons mené aussi, tous ensemble durant ces dernières années, une initiative profonde, transformante. Le One Planet a permis de réunir des fonds souverains, des asset managers, des private equity, pour tous s'engager derrière cette méthodologie commune. Ces initiatives font maintenant référence, changent la finance mondiale. La France prendra toutes ses responsabilités dans les prochains mois pour aller plus loin sur le sujet de cette finance au service du climat.

– Agir pour le climat, c'est aussi réguler, et réguler à l'échelle internationale. En effet si nous ne donnons pas un prix au carbone, il n'y a pas de transition possible. Il nous faut donc intégrer la dimension environnementale dans le coût des investissements, dans nos marchés régionaux, dans nos relations commerciales. Il n'y aura pas d'action environnementale crédible et durable s'il n'y a pas de justice sociale et climatique.

Pour réussir collectivement, il nous faut donc donner un coup d'accélérateur net à cette justice climatique.

C'est le sens de l'action que nous avons mise en oeuvre avec l'Inde dans le cadre de l'alliance solaire internationale.

C'est la raison aussi pour laquelle nous organisons le sommet du 18 mai à Paris sur le financement durable des économies africaines.

A nous, maintenant, de fixer un mandat plus fort à nos banques publiques, pour mettre en oeuvre la

neutralité carbone.

Enfin, si nous voulons réussir – et ce sera mon mot de conclusion – sur le défi climatique, nous devons accélérer sur la protection de la biodiversité.

En effet le combat est le même, c'est un combat pour la planète.

A cet égard, l'Accélérateur de la Grande muraille verte montre que l'Afrique peut contribuer à la lutte contre les causes et les effets du changement climatique tout en renforçant sa sécurité alimentaire et les opportunités d'emploi pour sa jeunesse.

Tous ces agendas sont liés. A nous donc d'agir.

Merci encore cher Joe.

A nous de faire pour notre génération, et les générations qui suivent.

Je vous remercie.